

Aperçu de la situation humanitaire en Ituri, Nord-Kivu et Sud-Kivu

Juin - août 2025 | République Démocratique du Congo

MESSAGES CLÉS

- L'évaluation de REACH en juin 2025 montre que **76%** des retournés, dans les localités évaluées, des territoires de Masisi, Lubero et Rutshuru (Nord-Kivu) n'ont reçu aucune aide humanitaire depuis janvier 2025, malgré des besoins urgents en santé, éducation et accès à l'eau.
- En août 2025, les violences armées s'intensifient dans les territoires de Djugu et Irumu (Ituri). En mai déjà, une évaluation de REACH révélait que **98%** des localités évaluées à Djugu accueillait des personnes déplacées internes, avec des besoins prioritaires en nourriture, cash et articles ménagers essentiels.
- L'accès limité à l'eau potable et à l'assainissement dans les zones densément peuplées, notamment à Sake et Minova (Nord-Kivu et Sud-Kivu), expose fortement les déplacés et retournés à des épidémies telles que le choléra.

1,4 millions

de personnes retournées au Nord-Kivu selon la Commission Mouvement de Population en août 2025.

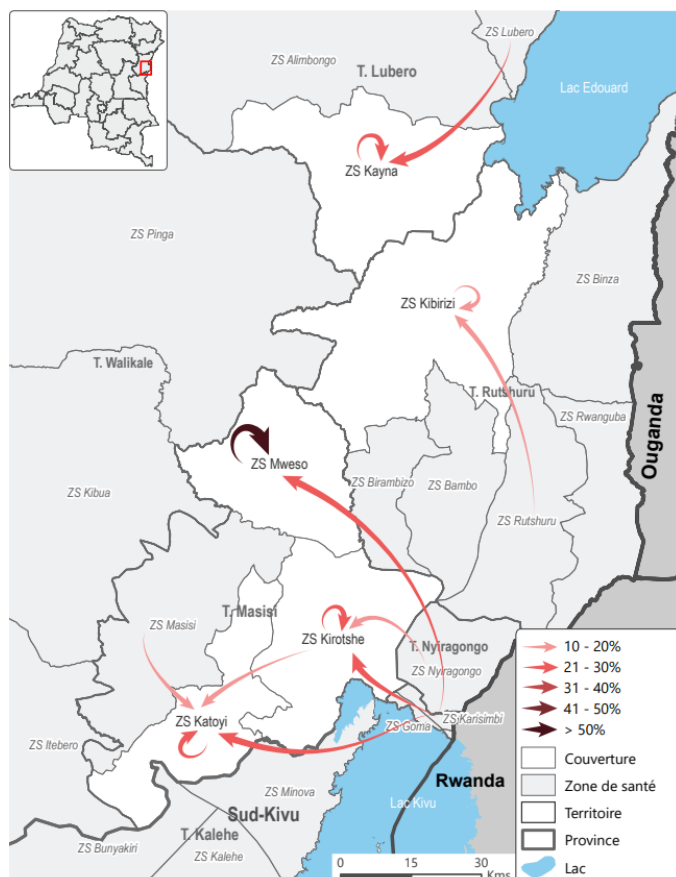
Depuis début 2025, plus de **1.36 million de personnes** retournées sont enregistrées dans la province du Nord-Kivu principalement dans les territoires de Masisi, Lubero et Rutshuru, dans un contexte sécuritaire toujours instable. Dans les zones de santé de Katoyi, Mweso, Kibirizi, Kirotshe et Kayna, selon l'évaluation de REACH 100% des localités évaluées signalent des retours récents, dont **92%** sont considérés comme permanents.

D'après la même évaluation, les conditions de retour restent précaires : **89%** des localités ont un accès insuffisant aux services de base, et **76%** ne reçoivent aucune aide humanitaire. Les principaux besoins exprimés concernent la santé (**74%**), l'éducation (**72%**) et l'accès à l'eau (**38%**).

Dans plusieurs zones comme Kibirizi, **100%** des retournés déclarent un changement de moyens de subsistance depuis leur retour, avec une forte réduction des activités agricoles et d'élevage, souvent remplacées par le travail journalier.

Selon Oxfam, l'accès à l'eau potable reste très préoccupant dans les zones de retours. À Sake et Minova par exemple, jusqu'à 500 personnes partagent un seul point d'eau, dans un contexte de recrudescence du choléra, favorisé par le manque d'infrastructures, les déplacements massifs et l'insuffisance des services de santé.

Principales dynamiques de retours des populations au Nord-Kivu en juin 2025 :





Entre juin et août 2025, les violences ont provoqué des déplacements massifs dans les trois provinces de l'Est. [Au Sud-Kivu, près de 138 000 personnes ont été déplacées](#) à Walungu, Kabare, Fizi et Uvira, où des structures de santé ont aussi été ciblées.

En Ituri, les attaques dans les territoires de [Djugu et Irumu ont forcé 30 000 personnes à fuir, alors que plus de 250 000 personnes restent déjà privées d'aide humanitaire.](#)

Au Nord-Kivu, [les affrontements à Masisi et Rutshuru ont entraîné de nouveaux déplacements importants.](#)

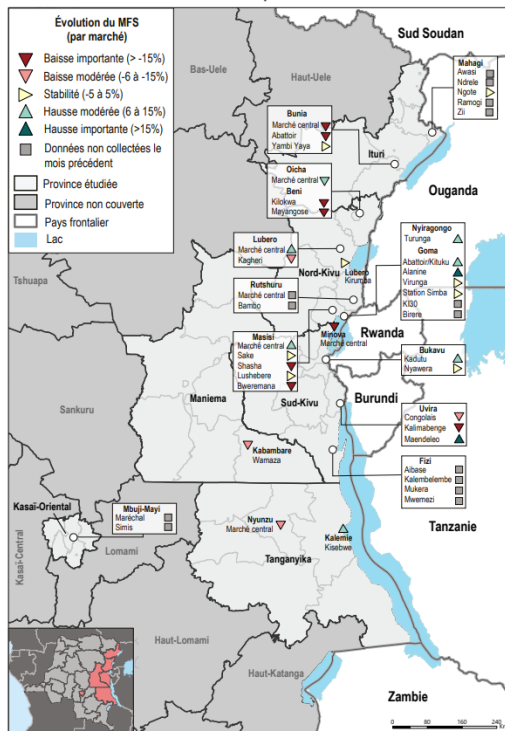
Besoins prioritaires



En matière de sécurité alimentaire, entre juillet et décembre 2025, [FEWS NET](#) anticipe des besoins d'assistance alimentaire élevés, liés à l'intensification des violences, aux déplacements massifs et aux perturbations des marchés locaux.

[Selon l'évaluation ICSM de juillet 2025 menée par REACH](#), la situation des marchés reste volatile dans l'est de la RDC. Dans plusieurs zones comme Nyawera à Bukavu (Sud-Kivu), le coût du panier alimentaire a fortement augmenté (+22%), en raison de la hausse des prix de produits de base. À l'inverse, une baisse significative des prix (-30%) a été observée à Masisi, notamment grâce à une amélioration de l'accès sécuritaire favorisant l'approvisionnement. En parallèle, la fonctionnalité des marchés reste très limitée dans de nombreuses zones évaluées : plusieurs marchés comme Marché central à Oicha, Marché central à Lubero (Nord-Kivu) Marché Central à Bunia, Abbatoir à Bunia (Ituri) ou Kalembelembe à Fizi (Sud-Kivu) font face à des problèmes graves d'accessibilité, d'infrastructures endommagées et d'approvisionnement instable, réduisant la résilience des circuits économiques locaux.

Carte de l'évolution du score de fonctionnalité des marchés au mois de juillet par rapport au mois précédent, par marché



Les besoins en santé sont exacerbés par [la destruction ou l'inaccessibilité de nombreux centres de santé](#). En Ituri, [250 000 personnes dans le territoire de Djugu seraient privées d'accès aux services essentiels](#) incluant la santé, tandis qu'au Nord-Kivu, selon Médecins sans frontières, [les établissements hospitaliers de Walikale signalent un taux d'occupation dépassant les 150%, avec une surmortalité liée à la malnutrition sévère](#). Selon le Cluster Nutrition, de [nombreuses zones du Sud-Kivu sont en situation d'urgence nutritionnelle](#) avec d'importants gaps de couverture comme à Kalonge, Kitutu et Itombwe. À Kalehe, des admissions élevées et une mortalité hospitalière importante traduisent un recours tardif aux soins et soulignent la nécessité de renforcer le paquet nutritionnel.



Enfin, l'accès à l'eau potable et à l'assainissement reste très préoccupant, notamment dans les zones densément peuplées par les déplacés ou les retournés. En juin 2025, une recrudescence des cas de choléra a notamment été [signalée par ACAPS à Lomera dans la zone de santé de Katana](#), dont la population est passée de 1 500 à 12 000 personnes suite aux déplacements de population. Cette propagation est liée en plus des mouvements de population, à la contamination des sources d'eau après les inondations, au faible accès aux soins, à l'insuffisance des infrastructures d'eau, hygiène et assainissement.

Trouvez l'intégralité des publications dans le [Centre de Ressources](#).

À propos de REACH

REACH Initiative facilite l'élaboration d'outils et de produits d'information visant à renforcer les capacités des acteurs humanitaires à prendre des décisions informées lors de situations d'urgence, de redressement et de développement. Pour ce faire, les méthodes utilisées par REACH incluent la collecte de données primaires, suivie d'une analyse approfondie de celles-ci. Toutes les activités sont menées dans le cadre des mécanismes de coordination interagences. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'Acted et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche – Programme opérationnel pour les applications satellitaires (UNITAR-UNOSAT).